



PRÉFECTURE DE LA MEUSE

Direction des Libertés Publiques et de la Réglementation

Bureau de l'Urbanisme et des Procédures Environnementales

40, rue du Bourg – B.P. 30512 – 55012 BAR-LE-DUC CEDEX – Téléphone 0 821 803 055 – Télécopie 03 29 79 55 31

Arrêté n° 2011- 0266

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Société WELLMAN FRANCE RECYCLAGE à VERDUN

Le PRÉFET de la MEUSE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement- Livre V - Titre 1^{er}, et notamment son article L. 514-1 ;

VU le décret du 3 août 2010 nommant Madame Colette DESPREZ Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral n° 98-812 du 30 mars 1998 autorisant la société WELLMAN FRANCE RECYCLAGE, dont le siège social est situé ZI de Regret à VERDUN (55 100), à exploiter une unité de tri et recyclage de bouteilles plastiques sur le territoire de ladite commune ;

VU les constats effectués par l'inspecteur des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Lorraine lors de la visite de contrôle réalisée sur le site en date du 18 janvier 2011 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine en date du 4 février 2011;

CONSIDERANT le non respect par la société WELLMAN FRANCE RECYCLAGE, dans l'exploitation de ses installations de tri et recyclage de bouteilles plastiques situées à VERDUN, de certaines des dispositions fixées par les articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé :

- article 14 : clôture de l'établissement,
- articles 15 : gestion des eaux pluviales de l'établissement,
- article 20 : stockage des balles de bouteilles plastiques,
- article 22.1 : prévention de la pollution de l'air,
- article 29 : chaudière et compresseurs ;

CONSIDERANT le non respect par l'exploitant de l'obligation d'avoir réalisé à l'échéance du 1^{er} janvier 2010 une Analyse du Risque Foudre (ARF) de son établissement, répondant aux exigences de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées ;

CONSIDERANT les dangers et inconvénients générés par le non respect de ces dispositions pour la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} - Champ de la mise en demeure

La société **WELLMAN FRANCE RECYCLAGE**, dont le siège social est situé ZI de Regret à **VERDUN** (55 100), est mise en demeure pour l'unité de tri et recyclage de bouteilles plastiques qu'elle exploite sur le territoire de ladite commune :

- **dans le délai maximal de 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté :**
 - de stocker l'intégralité des balles de bouteilles plastiques sur l'emprise des aires étanches prévues à cet effet (**article 20 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 98-812 du 30 mars 1998 modifié**),
 - de respecter la hauteur maximale de gerbage des balles de bouteilles plastiques fixée à 4 mètres (**article 20 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 98-812 du 30 mars 1998 modifié**) ;
- **dans le délai maximal de 3 semaines à compter de la date de notification du présent arrêté :**
 - de procéder à un nettoyage complet des abords de l'établissement (**article 22.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 98-812 du 30 mars 1998 modifié**);
- **dans le délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**
 - de mettre en place une clôture sur l'intégralité du périmètre de l'établissement (**article 14 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 98-812 du 30 mars 1998 modifié**),
 - de réaliser et fournir une Analyse du Risque Foudre (ARF) de l'établissement, répondant aux exigences de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées,
- **dans le délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**
 - de mettre en conformité le local compresseur de l'établissement avec les dispositions constructives (parois coupe-feu 2 h, porte d'accès pare-flamme 1/2 h) fixées à l'**article 29 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 98-812 du 30 mars 1998 modifié**.

Article 2 - Sanctions administratives

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

Article 3 - Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – case officielle n° 38 – 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant ; le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Articles d'exécution et d'information

- Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- l'Inspecteur des installations classées (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement),
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie conforme sera adressée :

* à titre de notification : à M. Claude MARCHAL, Directeur de la Société **WELLMAN FRANCE RECYCLAGE**
ZI de Regret – 55100 VERDUN

* et pour information : - au Sous-Préfet de Verdun,
- au Maire de 55100 VERDUN.

BAR LE DUC, le 17 FEV. 2011
Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Eric BOUCDURT

Pour copie conforme,
Le Chef de Bureau par intérim,


Vassili OZORNY

